Introduction

Jacques Forster

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/867>

DOI : 10.4000/aspd.867

ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2001

Pagination : XV-XIX

ISSN : 1660-5934

Référence électronique

Jacques Forster, « Introduction », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 20 | 2001, mis en ligne le 27 août 2012, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/867> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aspd.867>

INTRODUCTION

NOUS PUBLIONS cette année le vingtième volume de l'*Annuaire Suisse-Tiers monde*. Cet anniversaire est une invitation à évoquer l'évolution des relations Nord-Sud depuis la naissance de notre publication et à réfléchir à la spécificité des relations de la Suisse avec les pays en développement à l'aube du troisième millénaire.

A. CE QUI A CHANGÉ DANS LES RELATIONS NORD-SUD

- La fin de la guerre froide et l'accélération de la globalisation de l'économie mondiale ont profondément transformé les relations Nord-Sud. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'émergence des pays en développement sur la scène des relations internationales s'était produite dans un contexte dominé par la rivalité entre l'Est et l'Ouest. Les pays en développement étaient ainsi, en premier lieu, des enjeux stratégiques et économiques pour les deux blocs qui leur proposaient des modèles de développement concurrents. L'aide publique au développement (APD) fut ainsi longtemps – surtout pour les grandes puissances – un instrument pouvant servir à influencer le comportement international des jeunes nations ainsi que leurs choix de politique de développement.

Aujourd'hui, un seul modèle de développement subsiste. Les pays en développement sont amenés, bon gré mal gré, à s'insérer dans l'économie mondiale. L'aide au développement doit quant à elle être repensée à la lumière de la nouvelle donne internationale et des nouveaux enjeux liés à l'intégration de la société et de l'économie mondiales.

- Le concept même de développement couramment admis par les gouvernements a évolué pour inclure – au-delà de son contenu économique et social – des dimensions politiques et environnementales. Le champ d'action de l'APD a suivi cette évolution et le dialogue entre pays fournisseurs et pays receveurs s'est enrichi de nouveaux thèmes tels que le développement durable, les droits de l'homme et la bonne gestion des affaires publiques.
- Les relations Nord-Sud se sont considérablement diversifiées et sont devenues plus complexes. Il y a vingt ans, elles avaient une dimension presque exclusivement économique¹. Au fil des ans, d'autres dimensions sont apparues qui ont acquis une importance croissante (flux migratoires; environnement; fuite des capitaux; blanchiment d'argent et corruption; sécurité internationale). Dans la seconde moitié du XX^e siècle, la distinction classique entre politique «étrangère» et politique intérieure s'est estompée; les gouvernements sont de plus en plus confrontés à des questions de «politique intérieure mondiale» qui, pour la plupart, ont une dimension Nord-Sud.

1. Au début des années 1980, le commerce, les flux financiers, l'aide au développement constituaient pratiquement les seules rubriques de la Revue de notre *Annuaire*.

Ceci rappelle que la globalisation n'est pas qu'un phénomène économique et qu'elle touche tous les aspects de la société mondiale. Cela implique aussi que la gestion de ces problèmes globaux passe par une coopération accrue avec les pays en développement. Aujourd'hui en Suisse, chaque Département fédéral traite de dossiers ayant des dimensions Nord-Sud, ce qui pose de nouveaux défis à la coordination et à la cohérence de l'action gouvernementale dans ses relations extérieures.

- Un autre changement important concerne les rôles et l'importance respective de divers acteurs du développement :

- L'Etat, qui dans beaucoup de pays en développement était l'acteur sinon unique du moins dominant, a vu son rôle réduit de façon importante dans le cadre de programmes d'ajustement structurel. Ce redimensionnement était certes nécessaire là où un appareil étatique tentaculaire paralysait les initiatives des acteurs économiques tout en utilisant de manière peu efficace une part importante des ressources humaines et financières. Cet ajustement a cependant parfois été trop brutal, l'Etat n'étant alors plus à même d'assumer ses responsabilités de base – par exemple assurer la sécurité publique – ou lorsque des services essentiels pour le développement humain (en matière de santé ou d'éducation par exemple) ne sont plus accessibles à l'ensemble de la population.

- Au cours de la dernière décennie du XX^e siècle, les organisations internationales ont démontré l'importance de leur rôle dans la gestion des problèmes globaux. Elles ont contribué de façon décisive à la prise de conscience de la nécessité – voire de l'urgence – d'une action concertée à l'échelle planétaire de tous les acteurs privés aussi bien que publics. La coopération multilatérale a ainsi acquis un poids croissant dans les relations Nord-Sud, même si les ressources mises à sa disposition n'ont pas augmenté de façon correspondante.

- Dans le contexte d'une politique économique libérale, les acteurs économiques – en fait les grandes entreprises – ont naturellement acquis un rôle accru dans la politique de développement d'une part, du fait de la privatisation et d'autre part de la libéralisation des conditions-cadres touchant à des secteurs importants de la vie économique et sociale (transport, télécommunications, énergie, éducation, santé). De fait, explicitement ou implicitement, la fixation de paramètres importants de la stratégie de développement (accès à des services de base) et la responsabilité sociale correspondante appartiennent aujourd'hui à de grandes entreprises.

- Les ONG ont aussi vu leur rôle évoluer considérablement au Nord comme au Sud en raison de l'affaiblissement de l'Etat et de la croissance concomitante de la prise de responsabilités de la « société civile ». Elles ont ainsi été amenées à se substituer à l'Etat dans les secteurs sociaux traditionnels (santé, éducation) ou dans des tâches plus nouvelles telles que la gestion des ressources naturelles. Elles ont en outre joué un rôle clé dans la promotion d'un plus grand respect des droits de l'homme et d'une meilleure gestion des affaires publiques. Enfin, elles se sont organisées en groupes de pression à l'échelle internationale devenant des partenaires incontournables pour les gouvernements et les organisations internationales dans les débats sur les questions globales.

B. CE QUI N'A PAS CHANGÉ DANS LES RELATIONS NORD SUD

- La pauvreté, que la coopération internationale au développement cherche à réduire depuis plus de cinquante ans, subsiste. La géographie des pays en développement s'est sans doute modifiée : certains pays ont quitté ce groupe, d'autres – notamment des républiques de l'ex-URSS s'y sont joints. Mais globalement, le problème reste entier, même si certains indicateurs de développement humain (espérance de vie, alphabétisation) ont progressé dans la très grande majorité des pays. On estime en effet que le nombre de personnes vivant dans la pauvreté absolue – moins de 1 dollar de revenu par jour – continuera de croître au cours des prochaines décennies.
- Beaucoup de pays en développement – en particulier les pays dits « les moins avancés » (PMA) n'ont pas tiré profit de la libéralisation économique mise en œuvre dès les années 1980 au travers des programmes d'ajustement structurel : leur participation au commerce mondial est de plus en plus marginale, le poids de la dette reste lourd² et ils attirent très peu les investissements directs hors du secteur des mines et du pétrole.
- Un thème récurrent dans les relations Nord-Sud est celui de la participation effective des pays en développement aux décisions les concernant. Le problème se pose aussi bien au niveau global, lorsqu'il s'agit de définir les contours du système économique mondial à l'OMC ou au FMI, qu'aux niveaux plus particuliers de la définition de stratégies ou de programmes de développement. Dans la coopération au développement, la participation sous forme de partenariat est depuis longtemps un objectif déclaré, mais sa mise en œuvre reste trop souvent lettre morte.
- Les ressources consacrées à la coopération au développement restent insuffisantes. La tendance au cours des années 1990 a été à la baisse, alors même que les tâches financées par l'aide publique au développement (APD) n'ont cessé de se multiplier. En outre, trop souvent encore, l'APD est détournée de son objectif vers d'autres fins, telles que la promotion des exportations du pays donateur. Le fort accroissement des flux privés – investissements directs et de portefeuille – ne représente pas un substitut à l'APD car ils ne se dirigent pas vers les pays les plus pauvres.

Deux conclusions peuvent être tirées de ce qui précède :

- les relations Nord-Sud et la coopération au développement sont devenues plus diversifiées et plus complexes en raison de l'élargissement de leur champ et de la nouvelle constellation des acteurs gouvernementaux, économiques et de la société civile ;
- les résultats insuffisants atteints après un demi-siècle de coopération internationale au développement, la persistance des problèmes liés à la pauvreté montrent que le défi du développement demeure entier. La coopération internationale pour le développement lancée il y a plus d'un demi-siècle demeure nécessaire, mais elle doit, dans le contexte actuel trouver un second souffle, une nouvelle légitimité : elle réside sans doute dans la prise de conscience

2. Pour l'Afrique subsaharienne par exemple, le ratio du service de la dette par rapport aux exportations de biens et de services a augmenté de 1990 à 1998 (World Bank, Global Development Finance 2000, World Bank, Washington 2000, p.250).

- de l'importance des problèmes globaux et
- de la nécessité de coopérer avec les pays en développement pour les gérer

Pour nous, il demeure donc pertinent et nécessaire non seulement de continuer à observer l'évolution des relations de la Suisse avec les pays en développement, mais de le faire dans le contexte plus large de la gestion des problèmes globaux de la société mondiale. En effet, les contributions que font les pays membres du CAD au développement des pays pauvres doivent également être conçues et comprises comme des contributions à la gestion de problèmes tels que l'environnement, la santé publique internationale, la lutte contre la violence sous toutes ses formes. Il s'agit donc aussi de l'intérêt des pays industrialisés.

* * *

La partie « Analyse et Positions » de l'*Annuaire 2001* est consacrée tout entière au rôle de l'économie privée dans la promotion du développement. Ce thème illustre bien le changement des rôles des divers acteurs du développement que nous évoquons plus haut. Il fut un temps dans le débat Nord-Sud où la contribution des uns et des autres au développement était surtout appréciée en fonction des motivations des intervenants, c'est-à-dire selon qu'elles étaient jugées comme étant altruistes ou égoïstes. Aujourd'hui, la recherche de rentabilité et de profit de la part d'un acteur économique n'est plus considérée comme excluant *ipso facto* tout effet positif sur le développement. Aussi, les institutions gouvernementales des pays industrialisés et les organisations internationales ont-elles développé des instruments cherchant à combiner les sensibilités et les savoir-faire des uns et des autres tout en conciliant leurs intérêts.

Notre dossier présente et analyse les instruments qui ont été mis en place ces dernières années par l'Administration fédérale (DDC et Seco) pour encourager l'engagement du secteur privé – en particulier des petites et moyennes entreprises – dans les pays en développement qui attirent peu les investissements directs pour les raisons les plus diverses (méconnaissance des conditions, manque de confiance) de façon notamment à réduire les coûts de transaction pour les petits et moyens investisseurs.

* * *

Comme chaque année, l'*Annuaire Suisse-Tiers Monde 2001* propose à ses lecteurs

- une revue des événements survenus jusqu'en décembre 2000 concernant les multiples dimensions des relations de la Suisse avec les pays en développement ; la table des matières témoigne de leur diversité ;
- des statistiques portant sur le commerce, les flux financiers et l'aide publique au développement ;
- un index analytique se référant à la partie « Revue » de l'*Annuaire*.

La « Revue » de l'*Annuaire 2001* veut couvrir de façon aussi systématique que possible les différentes facettes des relations Nord-Sud. Nous avons d'ailleurs constaté que la matière traitée correspond bien aux champs de la politique

extérieure de la Suisse. En effet, dans son Rapport sur la politique extérieure 2000, le Conseil fédéral assigne cinq objectifs particuliers à la politique extérieure dont «l'objectif suprême» est «la préservation de l'indépendance et de la prospérité de la Suisse».³

- Coexistence pacifique des peuples
- Promotion et respect des droits de l'homme et promotion de la démocratie
- Préservation des ressources naturelles
- Sauvegarde des intérêts de l'économie suisse à l'étranger
- Soulager les populations dans le besoin et lutter contre la pauvreté.

* * *

Je remercie chaleureusement de leur collaboration les auteurs des articles publiés dans la partie «Analyses et positions» de l'*Annuaire*. Nous ne pourrions assurer la publication de données complètes et fiables sans l'appui que nous recevons de nombreux spécialistes de l'Administration fédérale, des ONG et des associations faîtières. Je leur dis ici toute ma gratitude pour la compétence et le temps précieux qu'ils mettent à notre disposition. *Last but not least*, merci à tous mes collègues du Comité de rédaction, aux auteurs de la «Revue» qui réussissent à synthétiser et à présenter de façon claire une matière abondante et complexe, ainsi qu'à toute l'équipe qui rassemble, analyse, traduit et édite l'abondante matière que contient cet ouvrage. En cet année anniversaire de l'*Annuaire*, je tiens à leur rendre un hommage particulier pour la qualité et la constance de leur contribution.

Jacques Forster
Professeur à l'IUED
Directeur de la rédaction

3. Rapport sur la politique extérieure 2000, Présence et coopération : la sauvegarde des intérêts dans un monde en cours d'intégration du 15.11.2000, p.25